

# Le socialisme du troisième type

(Suite de la première page.)

L'hitlérisme n'était pas moins oppressif, bien que la production y restât capitaliste : l'entreprise privée n'y a pas limité le despotisme, comme elle aurait dû le faire d'après la théorie libérale.

L'expérience communiste a compromis l'élément où Marx voyait le critère même du socialisme : l'appropriation collective des moyens de production, qu'il tenait pour le moyen essentiel de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et de développer ainsi une liberté authentique. Les travailleurs de l'empire soviétique sont à peine moins exploités par les apparatchiks-patrons que ceux d'Occident par les capitalistes-patrons. Les privilèges de la « nomenklatura » sont prélevés sur la plus-value, comme les profits des propriétaires de moyens de production. En appelant « socialisme réel » leur technique d'économie publique, les pays de l'Est tombent dans la faute essentielle que Marx reprochait aux démocrates de son temps. Ces derniers confondaient le pouvoir et la liberté du peuple avec les procédures ayant pour objectif de les établir, alors qu'elles masquaient seulement le maintien pratique de l'hégémonie des classes bourgeoises, à travers le cens électoral, le monopole de l'instruction et de l'information, le contrôle des moyens de gouvernement. Comme eux, les communistes d'aujourd'hui prennent les moyens pour les fins. Rien n'est plus formel que leur prétendu « socialisme réel ».

Pratiquée dans les pays européens où l'économie était la plus avancée dans l'après-guerre, la social-démocratie y a utilisé un autre instrument de pouvoir : un grand parti ouvrier étroitement lié aux syndicats de travailleurs, qui dispose de la majorité d'un parlement démocratique, conquise dans des élections pluralistes. Cette organisation puissante et disciplinée transformait le suffrage universel « de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation », comme Marx le faisait écrire à Jules Guesde dans le programme du parti ouvrier français. Elle a tenu en main la Suède pendant quarante-quatre ans d'affilée, de 1932 à 1976 ; la Norvège pendant

vingt-neuf ans et la Grande-Bretagne pendant dix-neuf ans, après 1945 ; la République fédérale d'Allemagne depuis 1968 et l'Autriche depuis 1971. Dans tous ces pays, le socialisme a pu dominer si longtemps parce qu'il était quasi monopolisé par un seul parti, les communistes étant réduits à un groupuscule.

La social-démocratie n'a pas cherché à supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme en collectivisant les instruments de production, sauf à faire quelques nationalisations, comme en Grande-Bretagne. En général, elle a préféré peser sur les entreprises privées plutôt que les transformer en firmes publiques. Tenant en main l'appareil gouvernemental, elle s'en est servi pour confisquer une grande partie de la plus-value par le jeu combiné de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux, et pour la redistribuer par les mécanismes de l'Etat de bien-être dont Beveridge disait qu'il tend « à socialiser la demande sans socialiser la production ». En même temps, elle orientait plus ou moins celle-ci par les techniques de Keynes. Elle tendait ainsi vers une sorte de régime mixte, où le pouvoir économique restait aux mains des capitalistes, mais se trouvait contre-balançé par un pouvoir politique et syndical exercé par un puissant parti socialiste étroitement lié aux organisations ouvrières. La social-démocratie de Suède se décrivait elle-même en ces termes, quand elle gouvernait.

..

Les marxistes rigides rejetaient totalement ce modèle. Même un homme loyal et sincère comme Lelio Basso affirmait, en 1964, que « c'est une tendance générale des pays capitalistes avancés de faire de la social-démocratie le soutien le plus efficace du régime capitaliste ». S'il en était ainsi, on ne comprendrait pas l'acharnement mis par les capitalistes de Stockholm à abattre Olof Palme, en 1976, par les capitalistes de Londres à porter Margaret Thatcher au pouvoir, en 1979. Comment tenir pour traîtres au mouvement ouvrier les partis qui ont la base ouvrière la plus large ? Comment considérer les travailleurs qui les soutiennent comme des imbéciles, alors qu'ils ont ainsi obtenu les meilleures

conditions de vie et les plus fortes réductions d'inégalité dans le monde et dans l'histoire, pays communistes compris, sans payer en retour le prix terrible que ces derniers exigent de leurs peuples ? Ne regardons pas la social-démocratie à travers l'image déformée qu'en donne l'Allemagne d'un chancelier Schmidt, qui partage les vues de Mrs Thatcher sur la politique économique de la Communauté européenne. Le deuxième type de socialisme ne mérite pas le mépris où le tiennent des intellectuels qui le préféreraient certainement au premier : s'ils étaient acculés à choisir l'un d'eux.

Entre le communisme et lui, le socialisme français a toujours cherché une voie médiane, qui joindrait le pluralisme politique des démocraties d'Occident à une certaine organisation collective de l'économie. Unissant la tradition marxiste de Guesde et la tradition humaniste de Jaurès, il a réussi à tenir ces deux bouts de la chaîne, malgré ses handicaps. Dès l'origine, l'anarcho-syndicalisme l'avait isolé du mouvement ouvrier, qui a fait la puissance des grands partis du Nord. Depuis 1920, le schisme communiste a développé sur sa gauche un rival monolithique et sectaire, qui l'a déporté vers la droite tout en l'obligeant à tenir un discours rigide pour garder le contact avec les travailleurs. En même temps, la structure des régimes politiques le privait de toute possibilité d'appliquer ses idées, sauf dans un bref passage au pouvoir lors du Front populaire, où ses alliés le ligotaient plus ou moins. La victoire de 1981 bouleverse complètement les données du problème. Elle donne les moyens d'élaborer dans la pratique ce socialisme du troisième type, dont l'image intuitive s'est peu à peu précisée, de Léon Blum à François Mitterrand.

MAURICE DUVERGER.

Prochain article :

DE LA THÉORIE  
À LA PRATIQUE

CORRESPONDANCE